

Qu'en la forme, l'intervention volontaire en
Capital est irréfutable ;

Qu'au surplus, l'intimé n'a jamais relevé appel contre
l'ordonnance querellée ;

Qu'il y a lieu d'écarter ce moyen ;

3-Sur les dépens ;

Attendu que sur le fondement des dispositions de l'article
741 du CPCEA, il y a lieu de mettre les dépens à la charge
de Monsieur Ibrahima Kassus Dioubaté ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en matière de
référé, en dernier ressort et sur appel ;

EN LA FORME : Rejette la fin de non-recevoir soulevée par
Monsieur Ibrahima Kassus Dioubaté ;

- Déclare les appels recevables ;

Au fond : - Constate que la saisie conservatoire a été
ordonnée sur le fondement des dispositions du CPCEA et en
violation de celles du Traité de Règlement de Procédure de
l'OHADA et de l'Acte Uniforme Portant Organisation de
Procédures Simplifiées de Recouvrement et des Voies
d'Exécution ;

- Constate que le prêt pour lequel l'intimé s'est porté caution
personnelle auprès de la banque UBA a été intégralement
épongé

- Constate en outre que la caution personnelle de l'intimé
auprès de la banque UBA n'a plus d'effets ;
- Infirme l'ordonnance de référé n°124 du 06 Octobre 2016 en
toutes ses dispositions ;

Statuant à nouveau

- Rétracte l'ordonnance de saisie conservatoire n°323 en
date du 20 Septembre 2016 ;
- Ordonne la main levée de la saisie pratiquée ;
- Met les dépens à charge de l'intimé ;

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER